

DATES

23 mai 2006

Compte-rendu de mandat des élu-e-s communistes du 19^e à 19h (école du 119 avenue S. Bolivar).

29 mai 2006

Forum festif du non de gauche (19h, salle Olympie de Gougues, Paris XI^e).

6 juin 2006

Conseil d'arrondissement, Mairie du 19^eme, 19h

23 juin 2006

Grand meeting de plein air avec Marie-George Buffet sur la Place des Fêtes.

24 juin 2006

Gay Pride.

19 AU JOUR LE JOUR

Toujours construire ensemble de l'espoir.

De l'individu au collectif, du local au global, les élus sont amenés à être présents sur tous les terrains. Samedi 6 mai, par exemple, nous célébrions des parrainages républicains d'enfants du 63 rue d'Hautpoul. Cet immeuble est l'un des symboles de notre action contre l'insalubrité dans le 19^e. Il pose à la fois la question du nombre de logements sociaux, du coût de leur loyer... Comment aide-t-on les populations les plus fragilisées par les politiques gouvernementales à s'en sortir ? Il pose aussi la question des droits des sans-papiers et de leurs enfants né-e-s en France. L'héritage parisien est lourd. C'est bien de le rappeler ! De nombreux dirigeants de notre pays ont été des élus parisiens de 1^{er} rang : Chirac, Juppé, Balladur... Depuis 2001, une politique nouvelle met en œuvre des mesures avec des avancées considérables. Mais force est de constater qu'il faut aller plus loin. Qu'il faut d'une part plus de moyens, mais aussi que la politique nationale ne s'oppose pas aux orientations prises. Décidément, les communistes sont raison de se donner comme objectif, partout et par tous les moyens, de rassembler pour faire gagner les choix antilibéraux en 2007.

Joel Houzet

Les Élu-e-s Communistes du 19^eme



Joël Houzet Adjoint au Maire du 19^e chargé de la Culture.



Marlène Durlach, Adjointe au Maire de Paris chargée de la politique de la ville, conseillère déléguée du Maire du 19^e.



Jean Vuillemoz, Président du groupe communiste au Conseil de Paris et Adjoint au Maire du 19^e chargé des sports.



Catherine Ballester, conseillère déléguée du 19^e chargée du secteur périscolaire.



DIALOGUES

AU SOMMAIRE DU PROCHAIN NUMÉRO
Culture : le 104 rue d'Aubervilliers
Marie-George Buffet à la Place des Fêtes

DIALOGUES

Journal des Élu-e-s Communistes du 19^{me}

• mai 2006 • numéro 0 •



EDITO

RÉFÉRENDUM, CPE... Jamais 2 sans 3 !

Pour un rassemblement antilibéral, altermondialiste. Le 29 mai 2005, nous avons fait gagner le non au référendum sur la constitution européenne.

Le 10 avril 2006, nous avons obtenu le retrait du CPE. Et maintenant ? La preuve en est faite. Nous pouvons gagner. Quand le peuple se mobilise, le libéralisme est mis en échec.

Battre la droite, réussir à gauche. À nous de construire le programme et les candidatures qui feront une majorité antilibérale. Ensemble, nous pouvons tout changer.

PAROLE D'ÉLU-E-S

ENTRE BILAN ET PERSPECTIVES ALTERNATIVES, UNE PREMIÈRE DANS LE 19^E DEPUIS 2001, LE COMPTE-RENDU DE MANDAT DES ÉLU-E-S COMMUNISTES AU PRÉAU DE L'ÉCOLE SIMON BOLIVAR LE MARDI 23 MAI 2006 À 19H (119 AVENUE SIMON BOLIVAR, MÉTRO BOLIVAR).

ZOOM SUR LE LOGEMENT

Nous subissons une crise du logement sans précédent. Les fonds de pension spéculent et font main basse sur la ville. Dans le même temps, la pénurie de logements sociaux publics organisée par le Gouvernement augmentant sans cesse le nombre de demandeurs. Il faut cela change. Le logement est un droit qui doit devenir une priorité nationale qui doit échapper à la marchandisation. Les élus communistes du 19^{me} et de Paris avancent un ensemble de proposition pour répondre aux besoins. Nous vous les présentons dans ce zoom.

SUITE EN PAGE 3...

NO FUTUR LIBÉRAL

ZOOM SUR LE LOGEMENT

Les chiffres...

Les incendies meurtriers dans des immeubles de mal logés parisiens ont révélé le caractère tragique de la crise du logement et la persistance des discriminations dans l'accès au logement. Telles sont les conséquences de la politique gouvernementale qui continue les expulsions. Les élus communistes au Conseil de Paris ont déposé plusieurs vœux demandant de faire de Paris une ville hors zone d'expulsion. Ils continueront à agir pour l'arrêt de toute expulsion ; pour la réquisition et la réhabilitation des logements vacants, pour enrayer la spéculation immobilière et la vente à la découpe, pour le relogement immédiat des habitants d'immeubles ou de locaux dangereux. Il convient aussi parallèlement de relancer massivement la construction de logements publics sociaux de qualité, de geler les loyers et de revaloriser les allocations logements.

Obliger toutes les communes qui ne comptent pas 20 % de logements sociaux dans leur patrimoine à en construire.

Les élus communistes agissent pour que l'État fasse appliquer la loi qui devrait garantir une proportion de 20 % de logements sociaux dans chaque commune. Cette loi doit s'appliquer par exemple à Neuilly sur Seine, la ville de Monsieur Sarkozy, qui ne compte que 2,7 % de logements sociaux ou encore au Raincy, la ville de monsieur Raoult qui n'en compte que 4,3 %. Ces villes doivent cesser de s'organiser la ségrégation sociale et spatiale. Elles doivent participer tout de suite à l'effort pour accueillir d'urgence des familles en difficulté et pour construire des logements publics sociaux.

Interdire la spéculation, les ventes à la découpe.

Les opérations de ventes à la découpe et la spéculation sont insupportables. Les élus communistes demandent que des mesures soient prises pour interdire aux banques et aux institutions de vendre leur patrimoine immobilier. Près de 400 immeubles sont concernés à Paris et ce sont les quartiers populaires qui sont le plus touchés. Les élus communistes souhaitent que la Ville anticipe plus sur les ventes à la découpe afin d'envisager les mesures à prendre pour s'opposer aux ventes spéculatives. Ils ont demandé récemment que le Maire de Paris interpelle le Premier Ministre afin de légiférer pour interdire ces pratiques spéculatives. Ils ont proposé dans le même temps qu'un Comité de veille soit mis en place pour anticiper les ventes à la découpe et pour maintenir les locataires dans leurs logements. Enfin, il reste à légiférer pour interdire ces pratiques scandaleuses.

À PROPOS...

Quelques chiffres :

- Paris compte plus de 10 000 demandeurs de logements. Plus de 9 000 pour le seul 19^{ème} arrondissement.
- La spéculation fait rage et le loyers flambent. Les prix de l'immobilier ont doublé en 5 ans par exemple de 20% dans le 19^{ème} arrondissement en 2004.

- À Paris, entre 2001 et 2003, la majorité de gauche du Conseil municipal a lancé la construction de 3500 logements sociaux par an. Sur proposition des élus communistes ce nombre a été porté à 4000 depuis 2004. Cet effort est à comparer aux 1500 réalisés en moyenne entre 1995 et 2000 par la droite.
- Depuis 2001, les crédits municipaux dépensés pour le logement ont augmenté de 64 %.

ZOOM SUR LE LOGEMENT

Logement : construire d'urgence une issue à la crise.

La crise du logement nécessite de mener un effort sans précédent de construction de logements publics de qualité et accessibles à tous. Les élus communistes ont déjà obtenu que l'effort de construction annuel soit porté de 3 500 à 4 000. Ils proposent de porter ce nombre de toute urgence à 5 000 en augmentant les moyens du compte foncier pour acheter du terrain et en demandant à l'État qu'il accompagne cet effort en mettant à la disposition de la collectivité parisienne des terrains lui appartenant à l'euro symbolique. Pour réussir et aller encore plus loin rapidement compte tenu des urgences, les élus communistes de Paris demandent de mobiliser d'urgence des moyens exceptionnels



(Épargne populaire, retrouver le taux de 1% de la contribution des employeurs, taxation des plus-values immobilières) pour lancer la construction de 600 000 logements sur 5 ans. Pour que le 19^{ème} arrondissement bénéficie de cet effort, les communistes proposent que le nombre de logements publics à construire dans les futurs aménagements du nord-est de Paris soit revu à la hausse afin de répondre aux besoins très importants des demandeurs de logements.

d'abord à l'État qui doit prendre ses responsabilités en créant un Service public du logement ce qui implique la remise en cause des orientations gouvernementales actuelles. Ce Service public du logement aura également comme mission sociale prioritaire d'aider les jeunes, les personnes, les familles à accéder à un logement de qualité en modérant les coûts des loyers. C'est bien d'une véritable sécurité sociale du logement dont notre société a besoin.

Cet objectif devra apparaître clairement dans le futur Plan local d'urbanisme de Paris. Il reste que les exigences pour réussir s'adressent